Malika Douaoui-Chamseddine
MCF/HDR : Hors Classe
Université Sorbonne-Paris-Nord
Membre de l'IRDA (Institut de recherche pour un Droit Attractif),
Née le 07 septembre 1966
Mariée, deux enfants
Nationalité française
Tél : +33 6 18 69 18 59
mdouaoui@free.fr

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

2002 à ce jour : Université Sorbonne Paris Nord– Maître de conférences

2012 – Obtention d'un congé pour recherche de 6 Mois

Septembre 2002 : nomination à un poste de Maître de conférences à l'IUT de Villetaneuse

Juillet 2001 : qualification aux fonctions de Maître de conférences

2000 À 2001 (2 ANS) : PARIS XIII, enseignante en qualité d'ATER (Attaché Temporaire d'enseignement et de Recherche) en introduction au droit et procédure pénale

1999 (1 AN) : Université PARIS XIII, Chargée de TD, droit pénal général (sous la direction du. Pr. F. Caballero)

FORMATION

2015 : Obtention de l'Habilitation à Diriger les Recherches devant un jury composé des Pr. Y. Chaput, B. Dondero, D. Guével, A.-C. Muller, A. Reygrobellet et J. Vallansan

1999 : Docteur en droit, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, thèse sur « L'influence du droit des entreprises en difficulté sur l'opération de crédit-bail : contribution à l'étude d'un contrat de financement", sous la direction de M. le Pr. Yves Chaput, avec félicitations du jury, mention très honorable et proposition pour une subvention de publication

1999 : Obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat-Ecole de Formation du Barreau de Paris

1996 : Diplôme d'études approfondies en droit du contentieux Université Paris II Panthéon-Assas, sous la direction de M. le Pr. Guinchard, mention assez bien

1993 : Diplôme de l'Institut d'études Politiques de Paris Section économique et financière, après admission au concours d'entrée de Sciences Po Paris

1991 : Maîtrise en droit des affaires Université Paris X Nanterre

1991 : Maîtrise de Langues Etrangères Appliquées Paris X Nanterre (Anglais, Espagnol)

LANGUES

Anglais : Très bon niveau

Espagnol : Perfectible très rapidement

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- Droit des sociétés
- Droit des entreprises en difficulté
- Droit bancaire et droit bancaire approfondi
- Procédure pénale
- Introduction au droit

- Droit commercial général

- *French bankruptcy law* : cours de droit des entreprises en difficulté, que je prépare en anglais et que je dispense en anglais en Grèce en Master 1 dans le cadre d'un partenariat entre l'USPN et l'IdEF (Institut d'Études Francophones, Université privée) pour la rentrée 2023.

RESPONSABILITÉS PEDAGOGIQUES ET SCIENTIFIQUES

Participation à des jurys d'examen au niveau national

- Participation aux examens blancs de l'IEJ de Paris XIII de 2003 à 2006

- Présidence du jury du Grand oral de l'examen d'entrée à l'école des avocats à l'IEJ de Paris XIII de 2018 à nos jours et depuis 2010 à l'université Paris V puis à l'Université de Paris

Participation à différents jurys de thèse en qualité de rapporteur :

- Rapporteur en 2008 sur la thèse de M. Noureddine Naanai intitulée « L'action de groupe », sous la direction du Pr. F. Caballero, université Paris X Nanterre
- Rapporteur en 2016 sur la thèse de Mme Yuanzi Zhou intitulée « L'harmonisation des législations de l'insolvabilité bancaire : utopie ou nécessité ? » sous la direction du Pr. Y. Chaput, université Paris I
- Rapporteur en 2023 sur la thèse de Mme Kahina Bouchoucha intitulée « *Mesures conservatoires et procédures collectives, étude de droit comparé France-Algérie* », sous la direction de A. Bolze, université Paris 12

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET COLLECTIVES

- Directrice de la Licence banque en partenariat avec l'École Supérieure de Gestion et de Finance pour la rentrée 2023

- Directrice de la Licence banque en alternance puis en initial en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010

- Membre suppléant de la commission des spécialistes en 2004, 2005, 2006, 2007, section droit privé, Université Paris 13

- Membre de la commission des spécialistes devenue Comité de sélection à de très nombreuses reprises, section droit privé, université Paris 13 devenue Université Sorbonne Paris Nord, en qualité de rapporteur pour le recrutement de Maître de conférences

- Membre du comité d'experts, dernier mandat en mars 2017

- Membre de la Commission de choix de l'IUT de Villetaneuse chargée du recrutement de PAST et MCF associés à de nombreuses reprises

- Membre actuellement élu du Conseil de Département de l'IUT de Villetaneuse en 2022 et entrée en fonction fin 2022

- Membre actuellement élu du Conseil d'Institut de l'IUT de Villetaneuse en 2022, entrée en fonction en 2023

- Tutrice en apprentissage depuis 2002

- Membre du « Comité de recrutement ATER » à de nombreuses reprises, derniers rapports en 2020 et 2022 en droit à l'Université Sorbonne Paris Nord

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

1. Ouvrages

Ouvrages collectifs :

1.1 Mégacode de commerce, édition 2002, Dalloz, réédition sous la direction du Pr. de Y. Chaput, intervention de M. Douaoui en qualité de co-auteur en charge de l'actualisation des rubriques suivantes : é*tablissements de crédit*, *crédit-bail*, *garanties indépendantes et prêt d'argent- intérêts*

1.2 « *Les défaillances bancaires et financières : un droit spécial ?* », 2014, Actes du colloque publiés in RDBF Nov.-déc. 2014, co-direction scientifique avec le Pr. Roussel-Galle

2. Autres publications

2.1 Articles

2.1.1 Mélanges offerts à Mme la professeure Arlette Martin-Serf, *La notion de partie affectée par le projet de plan à l'aune de la créance du prêteur d'un PGE*, en 2022 (27 pages), p. 379, éd. Bruylant

2.1.2 PGE restructuré ou non et appel en garantie de l'État, Bulletin Joly Entreprises en difficulté nov. 2021, n°06 - page 25 (5 pages)

2.1.3 À propos du passif et de l'adoption du plan dans la nouvelle procédure de traitement de sortie de crise, Bulletin Joly Droit des Entreprises en Difficulté n° 4 (1er juillet 2021), p. 58

2.1.4 La créance d'argent frais d'un PGE peut-elle bénéficier du privilège de new money ou de post money et de la garantie de l'État ? Revue Lamy Droit des Affaires, 1er février 2021, n° 167, Étude

2.1.5 Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve du Covid-19 : gel de l'état de cessation des paiements et moratoire, La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 27, 2 Juillet 2020, 1261

2.1.6 Le gel de l'état de cessation des paiements : un bouclier efficace contre toute action en responsabilité à l'encontre du dirigeant ? La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 26, 25 juin 2020, act. 434

2.1.7 Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens, Liber amicorum, éd. Joly, octobre 2017, *Le tribunal de la procédure collective en charge d'arrêter le plan peut-il connaître d'une demande en exécution forcée d'une convention de vote inexécutée ?*

2.1.8 Mélanges offerts à Mme le Professeur Pascale Bloch, éd. Bruylant, novembre 2015, *Le droit de vote des créanciers en droit des procédures collectives à l'épreuve de l'abus de majorité*

2.1.9 *Le prepack cession dans les procédures collectives*, Revue Lamy Droit des affaires Juin 2014, n° 94 p. 69 et s.

2.1.10 *Plaidoyer en faveur d'une conciliation à la majorité*, La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 50, 12 Décembre 2013, 1688

2.1.11 *Le plan de sauvegarde et les accords de subordination : les atteintes aux droits des créanciers seniors*, Revue de Droit bancaire et financier n° 6, Novembre 2012, étude 27

2.1.12 *Le tribunal qui arrête un plan de sauvegarde écartant la subordination peut-il condamner les juniors à verser des dommages-intérêts aux seniors ?* Revue des procédures collectives n° 5, Septembre 2012, étude

2.1.13 *Question soulevée par un plan de sauvegarde écartant un accord de subordination : quel recours pour les seniors en cas d'atteinte à la propriété ?* Revue des procédures collectives n° 1, Janvier 2012, étude 5

2.1.14 *La mise en concurrence des procédures d'exécution civiles et commerciales (sort de la créance portant sur un bien mixte)* : Revue Lamy Droit des affaires, juillet-août 2011, n° 62, Etude

2.1.15 *Le traitement de la dette d'impôt sur le revenu de l'EIRL dans les procédures d'exécution civiles et commerciales (Dette d'impôt sur le revenu due au titre des salaires ou des bénéfices)* : Revue des procédures collectives n° 4 juillet-août 2011, Etude p. 24

2.1.16 *L'adaptation du droit du surendettement à l'EIRL : ordonnance n° 2010-1512 du 09 décembre 2010*, Revue de Droit bancaire et financier n° 1, Janvier 2011, étude 4 ; JCP éd. E, n° 6, 10 février 2011

2.1.17 *Les actions en responsabilité pour insuffisance d'actif et en extension s'appliqueront-elles à l'Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée ?* Revue Lamy Droit des affaires novembre 2010, n° 54, Étude, 3121, p 53 et s.

2.1.18 *L'adaptation et l'articulation délicates des procédures d'exécution à l'EIRL (procédures collectives et surendettement)*, Revue de Droit bancaire et financier n° 5, Septembre 2010, étude 23

2.1.19 *A propos de quelques difficultés d'application de la loi de sauvegarde du 26 juillet 2005*, Petites Affiches n° 6 du 8 janvier 2007

2.1.20 *La correspondance à l'épreuve du monopole bancaire et de l'existence d'une cause licite*, Cahiers de droit des affaires des Petites Affiches n° 136 du 9 juillet 2009, p. 4 et s.

2.1.21 *La correspondance bancaire et le règlement Rome I*, Revue de Droit bancaire et financier n° 4, Juillet 2010, étude 19

2.1.22 *La réparation du trouble médiatique*, Dalloz n° 17 avril 2001, Chron. P. 1333

2.1.23 *Les garanties processuelles fondamentales des parties dans le mini-trial-Fundamental procedural guarantees of parties to a Mini-trial procedure* : Revue de Droit des Affaires Internationales d'août 2000, p. 599, article écrit en français et en anglais

2.2 Communications à un colloque

2.2.1 Intervention *Le droit commun des entreprises en difficulté et celui des défaillances bancaires et financières convergent-ils tous deux vers une éviction ou une limitation commune de l'intervention du juge ?* RDBF Nov-déc 2014, in Actes du colloques « *Les défaillances bancaires et financières : un droit spécial ?* », publiés in RDBF Nov.-déc. 2014, (9 pages)

2.2.2 *Aperçu rapide de la gestion spécifique et administrative du risque des défaillances bancaires : justifications et cadre légal*, , Gazette du Palais, 20 décembre 2014 n° 354, p. 7 (4 pages) in colloque *La prise de risque en droit des affaires, 15 octobre 2014, Maison du Barreau, Commission ouverte du Barreau de Paris Commercial et économique ;*

2.2.3 Intervention de M. Douaoui-Chamseddine, (non publiée mais mise en ligne) *Le droit des entreprises en difficultés - Quelle attractivité ? : quelques pistes de réflexion* mise en ligne sur : http://youtu.be/45fEC6R_SDM (12 pages) *in colloque* du 6 juin 2013 (LADEF) sous dir. Pr. Y. Chaput intitulé « *Le droit des entreprises en difficultés - Quelle attractivité ?*

2.3 Notes d'arrêt

2.3.1 Cessation d'activité et plan de redressement sous Cass. com. 2 février 2022, n° 20-20.199, Lettre d'actualité des Procédures collectives civiles et commerciales n° 6, Mars 2022, repère 71,

2.3.2 *Le commandement de payer n'est pas un préalable à l'action du bailleur en constatation de la résiliation de plein droit du bail fondée sur l'article L. 622-14 du Code de commerce* sous Cass. com. 9/10/2019/ 18-17.563, Les Petites Affiches, 31 décembre 2019 (9 pages), p. 6 à 15. Commentaire aussi consultable en ligne :
https://www.actu-juridique.fr/affaires/entreprises-en-difficulte/le-commandement-de-payer-nest-pas-un-prealable-a-laction-du-bailleur-en-constatation-de-la-resiliation-de-plein-droit-du-bail-fondee-sur-larticle-l-622-14-du-code/

2.3.3 *Quelle efficacité pour la cession Dailly en garantie intervenue en période suspecte ?* Commentaire sous Cass. com. 22/03/2017 15-15.361, Lamy Droit des Affaires juin 2017

2.4 Autres : Podcasts

•La recherche d'un équilibre de droit commun (8 mars 2013) :

https://mediatheque.univ-paris1.fr/search/?q=recherche+d%27un+%C3%A9quilibre+de+droit+commun

•La subordination des créances (7 mars 2013) :

https://mediatheque.univ-paris1.fr/irjs-institut-de-recherche-juridique-de-la-sorbonne/video/0156-la-subordination-des-creances/